CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 62.292/4
du 13 novembre 2017

sur

un avant-projet de loi 'relatif à l'amélioration de la sécurité routière'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 62.292/4
van 13 november 2017

over

een voorontwerp van wet 'ter verbetering van de verkeersveiligheid'

‡LW-GDLRLFHFI-GCCICMW‡

Le 13 octobre 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'relatif à l'amélioration de la sécurité routière'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 13 novembre 2017. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Luc DETROUX et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 novembre 2017.

*

Op 13 oktober 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Mobiliteit, belast met Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'ter verbetering van de verkeersveiligheid'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 13 november 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 november 2017.

*

‡LW-GDLRLFHFI-GCCICMW‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet ‡, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE RELATIVE A LA COMPÉTENCE

Le demandeur d'avis énonce, à propos de l'accomplissement de la procédure d'association des gouvernements de région [1] :

> « In het advies van de Vlaamse regering werd mij verzocht om aan de Raad van State de uitdrukkelijke vraag voor te leggen of het regelen van de kentekenaansprakelijkheid (in de artikelen 67*bis* en 67*ter* van de wegverkeerswet) behoort tot de strafvordering waarvoor de federale overheid bevoegd is, dan wel of dit deel uitmaakt van het misdrijf waardoor het toekomt aan de materieel bevoegde overheid om dit te regelen ».

Il poursuit dans les termes suivants :

> « Op dat punt meent de FOD Mobiliteit en Vervoer dat de kentekenaansprakelijkheid een onderdeel van de strafrechtelijke procedure inhoudt dat de regels inzake identificatie van de overtreder vastlegt. In artikel 15 van de Wet op het politieambt van 5 augustus 1992 wordt gestipuleerd dat bij het vervullen van hun opdrachten van gerechtelijke politie, de politiediensten onder meer als taak hebben om overtredingen op te sporen en de daders ervan te vatten. In het licht daarvan is het duidelijk dat de daders van de verkeersovertredingen enkel mogen en kunnen geïdentificeerd en gevat worden aan de hand van de federale procedureregels, bedoeld in de artikelen 67*bis* en 67*ter* van de wegverkeerswet ».

Ce point de vue n'appelle pas de remarque particulière, le projet examiné relevant bien de la compétence de l'autorité fédérale.

À cet égard, il peut également être renvoyé aux travaux parlementaires de la sixième réforme de l'État, qui exposent, à propos du contrôle des règles de police de la circulation routière qui sont régionalisées, en ce compris la fixation des sanctions administratives et pénales :

> « La fixation de ces sanctions pénales et administratives ne porte pas atteinte aux prérogatives de la police, du parquet, et des cours et tribunaux. Des fonctionnaires régionaux pourront être habilités à contrôler le respect des règles régionales.
>
> En outre, la police (qui relève de la compétence de l'autorité fédérale) est compétente pour constater ces infractions pénales et administratives. Pour cette raison, l'article 15 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police est également rendu

‡ S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

[1] Prévue par l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 aout 1980 'de réformes institutionnelles'.

‡LW-GDLRLFHFI-GCCICMW‡

applicable à ces infractions sanctionnées administrativement (voyez la proposition de loi relative à la Sixième Réforme de l'État concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution, *Doc. parl.*, Sénat, session 2012-2013, n° 5-2234/1) » [2].

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

DISPOSITIF

Article 2

L'article 2 de l'avant-projet de loi examiné vise à prévoir, en cas de renvoi d'une affaire devant un tribunal de l'autre rôle linguistique, la suspension de la prescription de l'action publique pour un délai maximum d'un an à partir de la demande de renvoi jusqu'au jour de la première audience où l'affaire sera reprise de nouveau par le tribunal qui poursuivra la procédure au fond.

La nouvelle règle ne doit pas être insérée dans l'article 4, § 2, de la loi du 15 juin 1935 'concernant l'emploi des langues en matière judiciaire', lequel fait partie des dispositions du chapitre 1er – Emploi des langues devant les juridictions civiles et commerciales de première instance.

En effet, la question du renvoi au tribunal correctionnel ou au tribunal de police le plus rapproché où la procédure est faite dans la langue demandée par le prévenu est réglée par l'article 23, faisant partie du chapitre 2 – Emploi des langues à l'information et à l'instruction en matière répressive ainsi que devant les juridictions répressives de première instance et devant les Cours d'assises, de la même loi.

Article 7

À l'article 33, § 1er, 1°, en projet de la loi 'relative à la police de la circulation routière', coordonnée le 16 mars 1968 (article 7, 1°, de l'avant-projet examiné), il convient de remplacer, dans la version française du texte, les termes « accident de roulage » par « accident de la circulation », lesquels s'appliquent plus adéquatement aux accidents impliquant des animaux et correspondent plus exactement au terme « *verkeersongeval* » utilisé dans la version néerlandaise de la disposition [3].

[2] *Doc. parl.*, Sénat, 2012-2013, n° 5-2232/1, pp. 138 et 139.

[3] Voir en ce sens le commentaire de l'article.

‡LW-GDLRLFHFI-GCCICMW‡

Article 9

L'article 37/1, § 4, en projet de la loi du 16 mars 1968 vise à remplacer l'actuel article 37/1, alinéa 2, de la même loi. Son commentaire expose :

> « Dans le paragraphe 4, un certain nombre de modifications sont apportées en matière de sanction si en dépit d'une condamnation à l'utilisation d'un éthylotest antidémarrage, un contrevenant roule avec un véhicule à moteur pour lequel un permis de conduire est requis ou si en tant que conducteur, il ne satisfait pas aux conditions du programme d'encadrement. L'objectif est d'harmoniser cette sanction à la sanction relative à la conduite en dépit d'une déchéance, telle visée à l'article 48, 1°, de la loi sur la circulation routière : la peine de prison a été réduite et l'amende a été introduite [...] ».

Il convient toutefois de remarquer que cet objectif d'harmonisation est contrarié par la modification qu'apporte à l'article 48 de la loi du 16 mars 1968, l'article 14 de l'avant-projet. Ce dernier y porte en effet le maximum de la peine d'emprisonnement de un à deux ans.

La cohérence entre les modifications ainsi apportées aux articles 37/1 et 48 de la loi du 16 mars 1968 et leur commentaire doit à tout le moins être rétablie.

Article 21

Dans sa rédaction actuelle, l'article 67*bis* de la loi du 16 mars 1968 établit une présomption de culpabilité de la personne physique, titulaire de la plaque d'immatriculation d'un véhicule lorsque le conducteur de ce véhicule n'a pas pu être identifié lors de la constatation de l'infraction. Cet article précise que « la présomption de culpabilité peut être renversée par toute voie de droit ».

Dans le considérant B.4. de son arrêt n° 27/2000 du 21 mars 2000, la Cour constitutionnelle a estimé :

> « Lorsqu'il est établi qu'une infraction a été commise au moyen d'un véhicule automoteur, le législateur peut légitimement considérer que cette infraction a normalement pour auteur la personne qui a fait immatriculer le véhicule à son nom. Sans doute cette règle établit-elle une différence de traitement en ce qu'elle déroge au principe selon lequel la charge de la preuve pèse sur la partie poursuivante. Cette dérogation est toutefois justifiée, compte tenu des raisons mentionnées au B.3, par l'impossibilité, dans une matière où les infractions sont innombrables et ne sont souvent apparentes que de manière fugitive, d'établir autrement, avec certitude, l'identité de l'auteur.
>
> Certes, il peut arriver que le véhicule ait été utilisé par une personne autre que celle qui a demandé l'immatriculation, mais dès lors qu'elle permet la preuve contraire 'par tout moyen de droit', la règle en cause ne porte pas une atteinte injustifiée à la présomption d'innocence dont l'article 6.2 de la Convention européenne des droits de l'homme est l'expression » [4].

[4] Dans le même sens, voir Cour eur. D.H., arrêt *Krumpholz c. Autriche*, 18 mars 2010, § 37.

‡LW-GDLRLFHFI-GCCICMW‡

L'article 21 de l'avant-projet examiné vise à remplacer la possibilité ainsi reconnue au titulaire de l'immatriculation de renverser la présomption de culpabilité précitée « par toute voie de droit », en l'obligeant, pour s'exonérer de sa responsabilité, à communiquer l'identité du conducteur incontestable, sauf s'il peut prouver le vol, la fraude ou la force majeure.

Interprété à la lumière de l'exposé des motifs, ce remplacement de l'article 67*bis* de la loi du 16 mars 1968 pourrait aboutir à retenir la responsabilité pénale du titulaire de l'immatriculation d'un véhicule alors même que ce dernier apporterait des éléments de preuve permettant d'établir qu'il n'était pas le conducteur du véhicule concerné au moment des faits, mais sans parvenir à prouver le vol, la fraude, la force majeure ou l'identité du conducteur au moment des faits.

Une telle limitation de la possibilité de renverser la présomption de culpabilité pesant sur le titulaire de l'immatriculation d'un véhicule ne pourrait être considérée comme conforme au principe de la présomption d'innocence, énoncé notamment par l'article 6, § 2, de la Convention européenne des droits de l'homme [5], et pourrait conduire, dans sa mise en œuvre, à une méconnaissance du principe fondamental de la personnalité des peines [6] tel qu'il se déduit, notamment, de cette disposition conventionnelle [7].

Il serait certes possible au législateur d'étendre aux personnes physiques l'obligation imposée aux personnes morales par l'article 67*ter* de la loi du 16 mars 1968 de communiquer l'identité du conducteur du véhicule concerné au moment où une infraction a été constatée et ce, conformément aux principes dégagés par la Cour européenne des droits de l'homme [8]. Le non-respect de cette obligation devrait toutefois être considéré comme une infraction distincte de celle commise avec un véhicule dont le conducteur n'a pas été identifié au moment des faits.

Article 22

1. L'article 22 de l'avant-projet, qui vise à remplacer l'article 67*ter* de la loi du 16 mars 1968, doit également être revu à la lumière de l'observation formulée à propos de l'article 21 de l'avant-projet.

2. À l'article 67*ter*, alinéa 5, en projet, de la loi du 16 mars 1968, il est fait usage des termes « l'application de ce paragraphe », alors que cet article n'est pas divisé en paragraphes. Il

[5] En ce sens, voir aussi C.C., n°16/2017, 9 février 2017, considérants B.10 à B.12.2.

[6] Sur ce principe, voir C.C., n°65/2014, 3 avril 2014, considérant B.7.2 : « Le principe fondamental de la personnalité des peines requiert qu'une peine ne soit imposée qu'à celui qui a commis l'infraction ou y a participé […] Ce principe est enfreint lorsqu'une sanction pénale est infligée à un tiers qui ne peut pas être rendu responsable de l'infraction. Le principe de la personnalité des peines s'applique également aux peines accessoires ».

[7] Voir Cour eur. D.H., arrêt *A.P., M.P. et TP c. Suisse*, 29 aout 1997, § 48.

[8] Voir notamment Cour eur. D.H., arrêt *O'Halloran et Francis c. Royaume-Uni*, 29 juin 2007, §§ 57 à 62, Cour eur. D.H., arrêt *Lückhof et Spanner c. Autriche*, 10 janvier 2008, et Cour eur. D.H., arrêt *Krumpholz c. Autriche*, 18 juin 2010, § 36.

‡LW-GDLRLFHFI-GCCICMW‡

convient dès lors, selon l'intention de l'auteur du texte, soit de subdiviser cet article en paragraphes, soit de modifier son alinéa 5.

OBSERVATIONS FINALES DE LÉGISTIQUE

1. Dans l'arrêté de présentation, le visa doit être omis car cette mention n'y est pas requise même si la formalité l'est.

2. Les liminaires des dispositions modificatives de l'avant-projet seront revus avec soin afin d'éviter d'y mentionner des modifications précédentes qui ne sont pas ou plus en vigueur.

3. À l'article 8 de l'avant-projet, pour éviter une référence circulaire, il y a lieu de rédiger ainsi la modification : « par application de l'alinéa 1er ou de l'article 35 ou 37*bis*, § 1er, ».

4. À l'article 10 de l'avant-projet, dans l'article 38, § 6, alinéa 2, en projet, il y a lieu d'omettre les mots « article 38, § 6 » car il s'agit d'une référence circulaire.

La même observation vaut pour l'alinéa 3 en projet.

*

‡LW-GDLRLFHFI-GCCICMW‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,‡ de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING BETREFFENDE DE BEVOEGDHEID

Wat het vereiste betreft dat de gewestregeringen bij het uitwerken van het ontwerp betrokken moeten worden, vermeldt de brief met de adviesaanvraag het volgende:[1]

> "In het advies van de Vlaamse regering werd mij verzocht om aan de Raad van State de uitdrukkelijke vraag voor te leggen of het regelen van de kentekenaansprakelijkheid (in de artikelen 67*bis* en 67*ter* van de wegverkeerswet) behoort tot de strafvordering waarvoor de federale overheid bevoegd is, dan wel of dit deel uitmaakt van het misdrijf waardoor het toekomt aan de materieel bevoegde overheid om dit te regelen."

In die brief staat voorts het volgende:

> "Op dat punt meent de FOD Mobiliteit en Vervoer dat de kentekenaansprakelijkheid een onderdeel van de strafrechtelijke procedure inhoudt dat de regels inzake identificatie van de overtreder vastlegt. In artikel 15 van de Wet op het politieambt van 5 augustus 1992 wordt gestipuleerd dat bij het vervullen van hun opdrachten van gerechtelijke politie, de politiediensten onder meer als taak hebben om overtredingen op te sporen en de daders ervan te vatten. In het licht daarvan is het duidelijk dat de daders van de verkeersovertredingen enkel mogen en kunnen geïdentificeerd en gevat worden aan de hand van de federale procedureregels, bedoeld in de artikelen 67*bis* en 67*ter* van de wegverkeerswet."

Dat standpunt geeft geen aanleiding tot een bijzondere opmerking, aangezien het voorliggende ontwerp wel degelijk tot de bevoegdheid van de federale overheid behoort.

In dit verband kan ook verwezen worden naar de parlementaire voorbereiding van de zesde staatshervorming waarin met betrekking tot het toezicht op de geregionaliseerde politieregels voor het wegverkeer en ook wat betreft het bepalen van de administratieve en strafrechtelijke sancties het volgende uiteengezet wordt:

> "Het bepalen van de strafrechtelijke en administratieve sancties doet geen afbreuk aan de prerogatieven van de politie, het parket en de rechtbanken en hoven. Gewestelijke ambtenaren zullen bevoegd kunnen zijn om op de naleving van de gewestelijke regels toe te zien.

‡ Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

[1] Zoals voorgeschreven in artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen'.

‡LW-GDLRLFHFI-GCCICMW‡

De politie (die onder de bevoegdheid van de federale overheid valt) is daarnaast bevoegd voor het vaststellen van die strafrechtelijke en administratieve inbreuken. Daartoe wordt artikel 15 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt ook van toepassing gemaakt op die administratief bestrafte inbreuken (zie het wetsvoorstel met betrekking tot de Zesde Staatshervorming inzake de aangelegenheden bedoeld in artikel 78 van de Grondwet, *Parl.St.* Senaat 2012-13, nr. 5-2234/1)."[2]

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 2

Artikel 2 van het voorliggende voorontwerp van wet strekt ertoe, ingeval een zaak naar een rechtbank van de andere taalrol verwezen wordt, te voorzien in de schorsing van de verjaring van de strafvordering voor een termijn van maximum één jaar vanaf het verzoek tot verwijzing tot op de dag van de eerste terechtzitting waarop de behandeling ten gronde opnieuw door de rechtbank hervat zal worden.

De nieuwe regel hoeft niet ingevoegd te worden in artikel 4, § 2, van de wet van 15 juni 1935 'op het gebruik der talen in gerechtszaken', welk artikel deel uitmaakt van de bepalingen van hoofdstuk 1 - Gebruik der talen voor de burgerlijke rechtbanken en de rechtbanken van koophandel van eersten aanleg.

De kwestie van de verwijzing naar de correctionele rechtbank of naar de dichtstbij gelegen politierechtbank waarvan de taal van rechtspleging de taal is die door de beklaagde gevraagd is, wordt immers geregeld bij artikel 23 dat deel uitmaakt van hoofdstuk 2 – Gebruik der talen bij het vooronderzoek en het onderzoek in strafzaken, alsmede voor de strafgerechten in eersten aanleg en voor de Hoven van Assisen van dezelfde wet.

Artikel 7

In het ontworpen artikel 33, § 1, 1°, van de wet 'betreffende de politie over het wegverkeer', gecoördineerd op 16 maart 1968 (artikel 7, 1°, van het voorliggende voorontwerp), dienen in de Franse tekst de woorden "accident de roulage" vervangen te worden door de woorden "accident de la circulation", die meer toepasselijk zijn op ongevallen waarbij dieren betrokken zijn en meer overeenkomen met het woord "*verkeersongeval*" dat in de Nederlandse tekst van de bepaling gebezigd wordt.[3]

[2] *Parl.St.* Senaat 2012-13, nr. 5-2232/1, 138 en 139.

[3] Zie in die zin de bespreking van het artikel.

‡LW-GDLRLFHFI-GCCJCMW‡

Artikel 9

Het ontworpen artikel 37/1, § 4, van de wet van 16 maart 1968 strekt tot vervanging van het huidige artikel 37/1, tweede lid, van dezelfde wet. In de bespreking ervan staat het volgende:

> "Er zijn in paragraaf 4 enkele wijzigingen doorgevoerd inzake de sanctie indien men ondanks een veroordeling tot een alcoholslot toch met een motorvoertuig rijdt waarvoor een rijbewijs vereist is of als bestuurder niet voldoet aan de voorwaarden van het omkaderingsprogramma. Bedoeling is om deze sanctie af te stemmen op de sanctie met betrekking tot rijden spijts verval, zoals bedoeld in artikel 48, 1°, van de wegverkeerswet: de gevangenisstraf werd verlaagd en de geldboete ingevoerd. (...)"

Er dient evenwel opgemerkt te worden dat dit streven naar harmonisering tegengewerkt wordt door de wijziging die bij artikel 14 van het voorontwerp aangebracht wordt in artikel 48 van de wet van 16 maart 1968. Bij dat artikel 14 wordt de maximumgevangenisstraf immers verhoogd van één tot twee jaar.

De samenhang tussen de wijzigingen die aldus aangebracht worden in de artikelen 37/1 en 48 van de wet van 16 maart 1968 en de bespreking ervan moet op zijn minst hersteld worden.

Artikel 21

De huidige versie van artikel 67*bis* van de wet van 16 maart 1968 wekt een vermoeden van schuld ten aanzien van de natuurlijke persoon, die houder is van de kentekenplaat van een voertuig, wanneer de bestuurder van dat voertuig niet geïdentificeerd kon worden bij de vaststelling van de overtreding. Volgens dat artikel "[kan h]et vermoeden van schuld (…) met elk middel [worden weerlegd]".

Het Grondwettelijk Hof heeft in overweging B.4. van zijn arrest nr. 27/2000 van 21 maart 2000 het volgende geoordeeld:

> "Wanneer vaststaat dat een overtreding is begaan met een motorvoertuig, vermag de wetgever op wettige wijze aan te nemen dat de dader van die overtreding normalerwijze de persoon is die het voertuig op zijn naam heeft laten inschrijven. Die regel stelt weliswaar een verschil in behandeling in, in zoverre hij afwijkt van het beginsel volgens hetwelk de bewijslast op de vervolgende partij weegt. Die afwijking is echter verantwoord, in het licht van de in B.3 vermelde redenen, door de onmogelijkheid om, in een aangelegenheid waarin er talloze en vaak slechts vluchtig vast te stellen overtredingen zijn, de identiteit van de dader anders en met zekerheid vast te stellen.
>
> Het kan weliswaar voorkomen dat het voertuig gebruikt is door een andere persoon dan die welke de inschrijving heeft gevraagd, maar aangezien de in het geding zijnde regel het bewijs van het tegendeel 'met elk rechtsmiddel' mogelijk maakt, maakt hij geen onverantwoorde inbreuk op het vermoeden van onschuld waarvan artikel 6.2 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens de uitdrukking is."[4]

[4] Zie in dezelfde zin EHRM 18 maart 2010, *Krumpholz t. Oostenrijk*, § 37.

‡LW-GDLRLFHFI-GCCICMW‡

Artikel 21 van het voorliggende voorontwerp strekt tot vervanging van de mogelijkheid die de houder van het inschrijvingsbewijs aldus krijgt om het voormelde vermoeden van schuld "met elk middel" te weerleggen door hem ertoe te verplichten om, teneinde niet aansprakelijk gesteld te worden, de identiteit van de onmiskenbare bestuurder mee te delen, tenzij hij diefstal, fraude of overmacht kan bewijzen.

Geïnterpreteerd in het licht van de memorie van toelichting, zou die vervanging van artikel 67*bis* van de wet van 16 maart 1968 ertoe kunnen leiden dat de strafrechtelijke aansprakelijkheid van de houder van het inschrijvingsbewijs van een voertuig in aanmerking genomen wordt, zelfs al zou deze laatste bewijselementen aanvoeren op basis waarvan aangetoond kan worden dat hij op het ogenblik van de feiten niet de bestuurder van het betrokken voertuig was, maar daarbij geen bewijs kan leveren van diefstal, fraude, overmacht of van de identiteit van de bestuurder op het ogenblik van de feiten.

Een dergelijke beperking van de mogelijkheid tot weerlegging van het vermoeden van schuld dat rust op de houder van het inschrijvingsbewijs van een voertuig kan niet in overeenstemming geacht worden met het beginsel van het vermoeden van onschuld, dat onder meer in artikel 6, § 2, van het Europees verdrag voor de rechten van de mens[5] geformuleerd is, en zou bij de uitvoering ervan aanleiding kunnen geven tot een schending van het fundamentele beginsel van het persoonlijke karakter van de straffen[6], zoals dat onder meer uit die verdragsbepaling voortvloeit.[7]

De verplichting die bij artikel 67*ter* van de wet van 16 maart 1968 aan de rechtspersonen opgelegd is om de identiteit mee te delen van de persoon die het betrokken voertuig bestuurde op het ogenblik van de vaststelling van een overtreding zou door de wetgever weliswaar uitgebreid kunnen worden tot de natuurlijke personen en dit overeenkomstig de beginselen vastgesteld door het Europees Hof voor de Rechten van de Mens.[8] De niet-naleving van die verplichting zou evenwel beschouwd moeten worden als een overtreding die losstaat van de overtreding die begaan wordt met een voertuig waarvan de bestuurder niet geïdentificeerd is op het ogenblik van de feiten.

Artikel 22

1. Artikel 22 van het voorontwerp, dat strekt tot vervanging van artikel 67*ter* van de wet van 16 maart 1968, dient eveneens herzien te worden in het licht van de opmerking die met betrekking tot artikel 21 van het voorontwerp geformuleerd is.

---

[5] Zie in die zin ook GwH 9 februari 2017, nr. 16/2017, overwegingen B.10 tot B.12.2.

[6] Zie over dat beginsel GwH 3 april 2014, nr. 65/2014, overweging B.7.2: "Het fundamentele beginsel van het persoonlijke karakter van de straffen vereist dat een straf slechts kan worden opgelegd aan degene die het misdrijf heeft gepleegd of eraan heeft deelgenomen (…). Dat beginsel wordt geschonden indien een strafsanctie wordt opgelegd aan een derde die niet verantwoordelijk kan worden gesteld voor het misdrijf. Het beginsel van het persoonlijke karakter van de straffen is eveneens van toepassing op bijkomende straffen."

[7] Zie EHRM 29 augustus 1997, *A.P., M.P. en TP t. Zwitserland*, § 48.

[8] Zie inzonderheid EHRM 29 juni 2007, *O'Halloran en Francis t. Verenigd Koninkrijk*, §§ 57 tot 62, EHRM 10 januari 2008, *Lückhof en Spanner t. Oostenrijk* en EHRM 18 juni 2010, *Krumpholz t. Oostenrijk*, § 36.

‡LW-GDLRLFHFI-GCCICMW‡

2. In het ontworpen artikel 67*ter*, vijfde lid, van de wet van 16 maart 1968, worden de woorden "de toepassing van deze paragraaf" gebezigd, terwijl dat artikel niet ingedeeld is in paragrafen. Afhankelijk van de bedoeling van de steller van de tekst moet dat artikel derhalve ingedeeld worden in paragrafen of moet het vijfde lid ervan gewijzigd worden.

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKINGEN

1. In het indieningsbesluit moet de aanhefverwijzing vervallen, aangezien die vermelding daar niet vereist is, ook al moet aan dat vormvereiste voldaan worden.

2. De inleidende zinnen van de wijzigingsbepalingen van het voorontwerp moeten zorgvuldig herzien worden om te voorkomen dat ze melding maken van eerdere wijzigingen die niet of niet meer gelden.

3. Om een circulaire verwijzing te vermijden dient de wijziging waarin artikel 8 van het voorontwerp voorziet als volgt geredigeerd te worden: "met toepassing van het eerste lid of van artikel 35 of 37*bis*, § 1,".

4. In artikel 10 van het voorontwerp dienen in het ontworpen artikel 38, § 6, tweede lid, de woorden "van artikel 38, § 6, eerste lid," vervangen te worden door de woorden "van het eerste lid,", aangezien het om een circulaire verwijzing gaat.

In artikel 10 van het voorontwerp dienen in het ontworpen artikel 38, § 6, derde lid, de woorden "van artikel 38, § 6, tweede lid," vervangen te worden door de woorden "van het tweede lid,", aangezien het om een circulaire verwijzing gaat.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE Pierre LIÉNARDY

‡LW-GDLRLFHFI-GCCICMW‡